

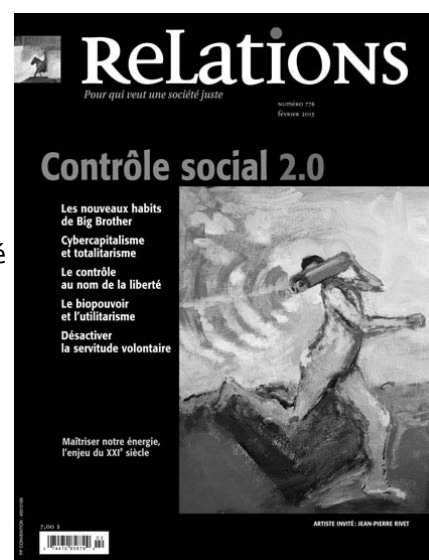
ARTICLE – REVUE RELATIONS

L'idéal républicain, un moteur d'émancipation collective pour le peuple québécois

Par Danic Parenteau

L'auteur, professeur adjoint au Département des humanités et des sciences sociales du Collège militaire royal de Saint-Jean, est l'auteur du Précis républicain à l'usage des Québécois (Fides, 2014)

Depuis le dernier référendum, il y a bientôt 20 ans, le peuple québécois est plongé dans un état d'« irrésolution collective », incapable d'action globale décisive comme peuple. Cet état se traduit évidemment par son incapacité à trancher de manière nette la question de son statut politique. Mais cela se voit également ailleurs. Par exemple, alors même que les Québécois se montrent critiques du multiculturalisme canadien, ils sont pourtant incapables de rompre formellement avec ce modèle d'intégration pour en adopter un autre plus conforme à leur conception du vivre-ensemble. Pareillement, on observe aujourd'hui qu'ils sont tiraillés entre deux modèles d'exploitation des ressources naturelles, incapables d'opter avec détermination pour le modèle libéral d'exploitation tous azimuts – la voie empruntée par le régime canadien –, ni pour un modèle énergétique de sortie du pétrole, qui serait pourtant plus conforme à leurs intérêts nationaux.



Relations no 776
janvier-février 2015

Une alliance rompue

Or, l'histoire du Québec est jalonnée de grandes réalisations collectives.

Rappelons simplement la Révolution tranquille, ce processus sans précédent d'émancipation collective et, dans sa foulée, la création d'institutions nationales uniques, le lancement de grands chantiers tels que les grands barrages hydroélectriques, l'adoption de la Charte de la langue française, le développement d'un modèle social et économique authentiquement québécois, etc. Comment alors comprendre l'immobilisme collectif des Québécois aujourd'hui?

L'une des causes est à trouver dans l'éclatement de la grande alliance entre ce qui a constitué dans notre histoire nationale récente les deux principales forces d'émancipation collective, à savoir les progressistes et les nationalistes. Nombre de nos grandes réalisations collectives ont été accomplies grâce à l'action concertée de ces deux forces politiques, qui ont maintes fois démontré leur capacité de mettre de côté leurs divergences, pourtant bien réelles, au profit de l'atteinte d'objectifs stratégiques communs. Cette grande alliance s'est aujourd'hui rompue sur fond d'un sentiment de méfiance mutuelle, bien visible, par exemple, lors des débats entourant le projet de Charte des valeurs québécoises l'an dernier.

Un projet rassembleur

Comment refonder cette grande alliance politique afin de remettre en marche le peuple québécois? La réponse se trouve selon moi dans le modèle républicain, capable de rallier à la fois l'univers des progressistes et celui des nationalistes, tout en transcendant chacun de ces univers dans une synthèse nouvelle, porteuse d'émancipation.

Le modèle républicain repose sur le principe de la souveraineté populaire. Il est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. À distance de la vision technocratique du pouvoir qui domine dans le régime canadien et qui tend à éloigner le pouvoir du peuple pour le concentrer entre les mains d'une certaine élite, le républicanisme en appelle à une part plus active du peuple dans le jeu politique, au nom d'une vision plus collective et positive de la liberté.

N'appartenant ni exclusivement à la grande tradition progressiste – même si de nombreux progressistes ont pu s'en réclamer à travers l'histoire –, ni exclusivement à la tradition nationaliste – et ce, même si plusieurs mouvements nationalistes ont pu à travers le temps donner une forme républicaine à leur projet politique –, le républicanisme ouvrirait la voie à une réconciliation de ces deux forces politiques.

Le modèle républicain porte en effet en lui la capacité d'articuler en des termes nouveaux l'espoir d'une société plus juste, objectif central de l'action progressiste, à travers le rôle cardinal occupé dans ce modèle par les idéaux de bien commun et d'intérêt général, à distance du modèle libéral anglosaxon qui fait de l'État un simple gestionnaire des intérêts privés de ses citoyens. En outre, ce modèle pourrait donner un nouveau sens à la quête d'affirmation nationale essentielle aux nationalistes, en mettant de l'avant des institutions politiques propres au Québec, fondées par le peuple et susceptibles de l'émanciper du régime monarchique canadien, où c'est le parlement et non le peuple qui fonde la légitimité politique. Cela pourrait se faire par le biais d'une assemblée constituante, par exemple, où il s'agirait pour le peuple québécois de se donner enfin un cadre politique général, à distance de l'ordre constitutionnel canadien auquel il est soumis depuis 1982.

Ainsi, le peuple québécois pourrait-il reprendre confiance dans ses capacités d'agir collectivement et, se remettant en marche, entreprendre avec détermination le plus beau projet collectif qui soit donné à tout peuple, celui de se fonder en une république libre.

© Revue Relations/Centre justice et foi. Tous droits réservés. [Crédits](#) | Reproduction autorisée avec mention complète de la source.